



# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016



# Construire des ponts de justice plutôt que des murs de la peur

## sommaire

Justice & Paix : comprendre pour mieux agir !	3	Animer et sensibiliser	11
Droits humains en danger au Pérou	4	Un nouvel horizon pour les luttes citoyennes	12
RD Congo : l'Église veut sauver la démocratie	5	L'Union européenne se donne-t-elle les moyens de lutter contre les "minerais de conflits" ?	13
Nos volontaires bouillonnent d'initiatives		En Europe, construire des ponts de justice plutôt que des murs de la peur	14
Débats citoyens	6	Outils de communication	15
Étude "Pour plus de justice fiscale"	7	Justice et Paix dans les médias	16-17
Des outils pour les écoles	8	Rapport financier	18
Former les professionnels de demain	9	Récolte de dons	19
Informers et conscientiser	10		

# Justice & Paix: comprendre pour mieux agir !

**J**ustice et Paix construit un monde en paix, plus juste et moins violent. Notre action se centre sur la promotion des Droits humains et de la justice, en tant que facteurs d'une paix et d'un Développement durables. La prévention et la gestion des situations de conflit et d'après conflit se trouvent au cœur de notre travail.

Ce que nous proposons est une société basée sur un modèle de coopération, seul capable de créer les conditions pour une transition juste vers un monde où les relations entre les différentes parties de la planète sont rééquilibrées. Notre organisation prône la justice sociale et climatique, la défense des Droits humains et la protection de l'environnement. Nous œuvrons donc à l'émergence d'un Développement durable accessible à toutes et tous, basé sur les valeurs de paix, de justice et de coopération entre les peuples.

Nous conscientisons les citoyens et décideurs sur les situations de conflit et les encourageons à être des acteurs de paix et de justice ici et ailleurs. L'objet de notre travail est de développer une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société. Nous orientons notre action vers le grand public, les enseignants, les responsables politiques et économiques ainsi que vers le milieu associatif, notamment issu des diasporas.

## Et concrètement ?

### 2016 en quelques chiffres :

- Près de 70 décideurs politiques belges et européens ont rencontré nos partenaires d'Afrique centrale et d'Amérique latine, dont les représentants des Conférences épiscopales du Burundi et du Congo.
- Plus de 50 apparitions dans la presse généraliste et associative belge dont 14 dans des médias catholiques. Pour en savoir plus : [www.justicepaix.be/-Dans-les-medias-](http://www.justicepaix.be/-Dans-les-medias-)
- Une centaine d'enseignants du secondaire ont suivi nos formations et reçu nos outils pédagogiques. Plus de 60% des enseignants ayant répondu à notre questionnaire d'évaluation déclarent une intention d'utiliser nos contenus pédagogiques et analytiques.
- Plus de 1 500 personnes sensibilisées au cours de 50 animations.
- Plus de 21 000 visites de notre site internet [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

Tout ce travail ne pourrait se faire sans la centaine de volontaires qui œuvre au quotidien aux côtés de l'équipe des permanents... Cette brochure, qui présente la synthèse de leur travail au cours de l'année 2016, est l'occasion de vous informer de nos activités mais également de les remercier chaleureusement pour leur investissement !

# Droits humains en danger au Pérou



**E**n février 2016, Laure Malchair, responsable pédagogique, et Géraldine Duquenne, responsable animation et Amérique latine, sont parties au Pérou. Accompagnées par leurs partenaires de l'ONG péruvienne CooperAcción, elles ont rencontré des acteurs-clés sur le terrain, témoins directs des conséquences néfastes des méga projets miniers. Cette mission a également été l'occasion de réaliser un documentaire de sensibilisation sur les conflits sociaux autour des projets miniers.

En décembre 2016, des réunions politiques sur le suivi de l'accord de libre-échange entre le Pérou et l'Union européenne ont représenté une opportunité d'inviter notre partenaire péruvienne Ana Romero.



Le documentaire **"Pérou, la mine à tout prix"** est disponible et largement diffusé, notamment à travers l'outil pédagogique **"De l'or à tout prix ?"** mis à jour en 2016.

Pendant une semaine, Ana a rencontré des décideurs européens et leur a partagé le point de vue de la société civile péruvienne concernant les impacts de ce traité sur le terrain. Notre partenaire a également donné une conférence publique sur ce même sujet à la Maison de l'Amérique latine.

À présent, Justice et Paix poursuit son action de plaidoyer politique entamé pour en tirer des effets durables.

# RD Congo : l'Église veut sauver la démocratie

Après le Burundi, c'est à son voisin, le Congo, de vivre une situation politique délicate. Après deux mandats à la tête du pays, le Président Joseph Kabila refuse de quitter le pouvoir et retarde l'organisation des élections. Et pourtant, la Constitution du pays prévoit une alternance Présidentielle ! Dans ce contexte tendu, l'Église locale a joué un rôle pacificateur en permettant le dialogue entre l'opposition et le pouvoir en place.

À deux reprises au cours de l'année 2016, nous avons reçu une délégation de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO). Véritable succès, le débat public organisé avec notre partenaire européen Eurac a rassemblé plus de 180 personnes. Hauts responsables politiques belges et européens, membres de la société civile et citoyens issus de la diaspora d'Afrique centrale sont ainsi venus écouter le témoignage de personnalités comme l'Abbé Donatien Nshole, Secrétaire de la CENCO. Celui-ci, bien que prudent et conscient des défis à venir, est resté confiant quant à l'avenir de la RDC. Interrogé par le journal Dimanche, il dira "Tout n'est pas perdu. Il y a encore moyen de trouver un compromis". Pour y arriver, l'appui de la Communauté internationale est incontournable. Le Président de la CENCO, Monseigneur Marcel Utembi, a ainsi interpellé le Cabinet du Ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, en lui rappelant l'importance d'avoir un appui financier et diplomatique de la Belgique.



*Axelle Fischer, Secrétaire générale de Justice et Paix, et l'Abbé Donatien Nshole, Secrétaire de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO)*

# Nos volontaires bouillonnent d'initiatives



François Polet (doctorant de l'Ulg et chargé d'étude au CETRI). À Namur, les volontaires de Justice et Paix ont invité leurs concitoyens à réfléchir à la question des "minerais du sang" lors d'un ciné-débat, organisé en mars 2016. La projection du documentaire "Blood in the mobile" a été suivie d'une discussion entre les nombreux spectateurs et les spécialistes Aurélien Rukwata Kabale (Point focal de l'observatoire des ressources naturelles de Butembo en RD Congo), Johan Yans (professeur de Géologie à l'Université de Namur) et Santiago Fischer (chargé de plaidoyer chez Justice et Paix).

## Débats citoyens

L'année 2016 a été marquée par les nombreuses initiatives portées par les Commissions régionales Justice et Paix de Namur, Liège et du Brabant wallon. Au cœur de ces activités se retrouve une thématique commune : comment s'engager pour la paix et la démocratie en Afrique centrale ?

En janvier 2016, à Louvain-la-Neuve, la Commission du Brabant wallon a organisé la conférence "RD Congo : un État de droit ?". Pour ce faire, ils ont accueilli les orateurs suivants : l'eurodéputée Marie Arena, Sabine Kakunga (chargée de plaidoyer sur l'Afrique centrale au CNCD-11.11.11) et

La Commission Justice et Paix de Liège a été à l'initiative de la conférence "Nouvelles technologies, à quel prix pour le Sud ?". Jacques Kabongo, scientifique et membre de la Commission Justice et Paix de Liège, Alain Lallemand, journaliste au Soir et Nicolas Van Nuffel, responsable du plaidoyer au CNCD-11.11.11, étaient présents pour nourrir les débats. Cette soirée a été l'occasion d'inaugurer l'exposition photos éponyme, portant sur le travail des jeunes et des enfants dans la filière des ressources minières à l'Est de la RD Congo. Cette exposition a occupé les lieux de l'Espace Prémontrés, à Liège, du 20 mai au 1<sup>er</sup> juin.

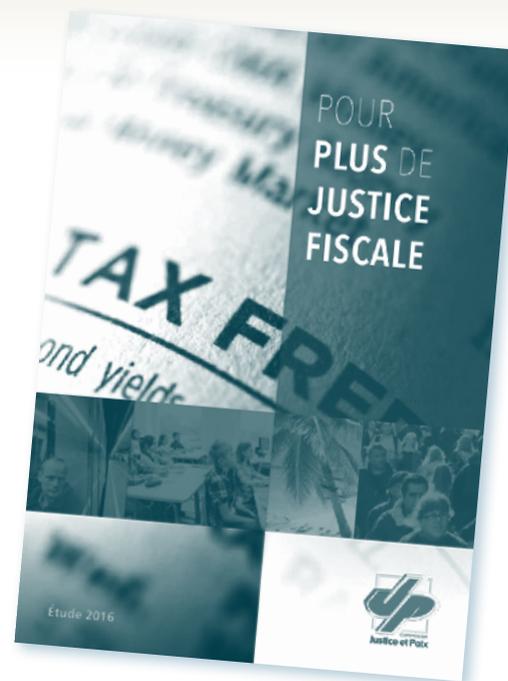
## Étude “Pour plus de justice fiscale”

**A**uteur de l'étude “Quelle maîtrise politique des activités financières et commerciales ?” en 2013, notre groupe de travail Éthécol (éthique dans l'économie et la politique) a prolongé cette réflexion en approfondissant un aspect spécifique de cette étude : la fiscalité aux niveaux belge et européen.

En 2015 et 2016, les membres du groupe ont échangé et augmenté leurs connaissances sur le sujet. L'objectif s'est précisé au fur et à mesure : rappeler au citoyen le rôle de l'impôt et le conscientiser sur l'importance d'y participer. L'impôt est une contribution à un projet de société commun, censé profiter à tous. Et ce message, le groupe a décidé de l'adresser au citoyen à travers une étude accessible et visuellement attractive, structurée selon

les principes de l'éducation permanente (voir, juger, agir). Le premier chapitre permet au citoyen de comprendre le sujet de la fiscalité, souvent jugé complexe. Le deuxième chapitre prend position et émet des critiques sur la nature de l'impôt. Ce dernier devrait répondre à des choix politiques guidés par la recherche du bien commun et être équitable, efficace, régulateur, démocratique ainsi que répondre au principe de subsidiarité. Enfin, l'étude propose 10 recommandations aux décideurs politiques pour agir et s'orienter vers plus de justice fiscale.

Depuis sa parution en septembre 2016, l'étude a été largement diffusée et commandée: émission radio sur la RTBF, relais dans différents médias, rencontres politiques et messages de professeurs d'économie du secondaire qui nous disent combien cette étude leur est utile dans leur cours !



# Des outils pour les écoles



Justice et Paix diversifie son offre d'outils à destination des enseignants du secondaire. En 2016, nous avons mis en ligne le site internet "École solidaire", en collaboration avec l'association Îles de Paix. Ce site recense des idées concrètes d'activités à mener pour éveiller les élèves à la citoyenneté mondiale ou engager son école dans la solidarité internationale.

[www.ecolesolidaire.org](http://www.ecolesolidaire.org) est un site à faire vivre et à consommer sans modération. Faites-nous part de vos commentaires !

Le principe est simple : un moteur de recherche permet d'encoder ses préférences quant au nombre d'élèves à impliquer, à la thématique à envisager, ainsi qu'à la durée et au type d'activité. Un clic pour lancer la recherche et le tour est joué ! Une liste d'idées vous est alors proposée. Cette boîte à outils continuera bien sûr à évoluer en fonction des expériences des uns et des autres.

Notre outil sur le Pérou "L'or à tout prix" a quant à lui bénéficié d'une complète mise à jour : données actualisées, tableaux et nouveaux schémas, informations récentes sur la situation politique, économique et sociale et, surtout, un tout nouveau documentaire "Pérou, la mine à tout prix" (v. page 4) pour aider les élèves à visualiser et saisir le contexte.

Nous espérons que ce travail permettra à toujours plus de citoyens de comprendre quelques-uns des enjeux des relations Nord-Sud à travers la question des ressources naturelles.



# Former les professionnels de demain

**E**n 2016, le volet “collaboration avec les Hautes Écoles” a continué son envol ! D’une part avec des interventions directement auprès des étudiants dans leurs écoles et, d’autre part, en travaillant sur une meilleure diffusion de l’offre de notre secteur ECMS (Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire) auprès des Hautes Écoles spécifiquement pédagogiques.

Nous avons participé au 1<sup>er</sup> Forum Nord-Sud de l’Henallux (implantation de Namur), une journée qui visait à sensibiliser étudiants et membres du personnel à la problématique du Développement. Nous y avons contribué en animant un atelier sur les conflits autour des ressources naturelles. Dans le Hainaut, c’est à la Haute École Provinciale Condorcet que nous nous sommes rendus pour sensibiliser une classe d’étudiants du MIAS (Master en ingénierie et action sociale) aux pistes pour rompre la malédiction des ressources naturelles en RD Congo. La collaboration avec l’ICHEC a également été réitérée en 2016 autour d’un module de cours sur les politiques publiques européennes et la gestion des ressources naturelles dans le Sud.

Dans le but de proposer une offre coordonnée du secteur ECMS (Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire), un catalogue répertoriant les offres d’animations et d’outils à destination des étudiants des Hautes Écoles pédagogiques a été réalisé par ACODEV, la Fédération des organisations actives dans le champ de la Coopération au Développement. Une réflexion peut ainsi être menée sur les besoins spécifiques, les thèmes trop peu proposés et les éventuelles collaborations.



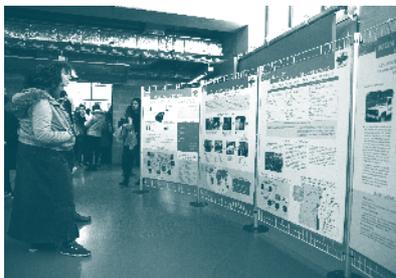
# Informier et conscientiser

**E**n octobre 2016, Justice et Paix a participé à la Quinzaine de la Solidarité Internationale organisée par la Ville de Bruxelles. En parcourant notre exposition "De la mine au GSM", installée durant toute la durée de la quinzaine, les visiteurs ont eu l'occasion de prendre conscience des minerais composant leur GSM et de leur prix, tant humain qu'environnemental. Aux abords de cette exposition, une grande action "Récolte de GSM" a également permis à ces visiteurs-citoyens de lutter, à leur échelle, contre les effets néfastes de l'extraction minière en revalorisant

leur téléphone auprès de circuits de recyclage responsables.

Dans le cadre de cette Quinzaine de la Solidarité Internationale, Justice et Paix a également organisé une formation pour les employés de la Ville de Bruxelles, sur le parcours des minerais de l'extraction à la consommation. Axé sur la prise d'informations mais aussi sur la participation et l'interactivité, ce fut un moment très enrichissant en termes de rencontres et d'échanges de savoirs !

Pour clôturer en beauté, Justice et Paix a également eu l'opportunité, lors d'une soirée ciné-débat, de présenter en avant-première son documentaire "Pérou : la mine à tout prix" (v. page 4). Notre équipe et Koen Warmenbol (expert en ressources naturelles pour le CNCD) sont intervenus afin d'informer et de sensibiliser les participants sur les impacts que l'extraction des ressources naturelles engendre sur les populations et l'environnement.



# Animer et sensibiliser

À diverses occasions, Justice et Paix met en place ou co-organise des animations afin de sensibiliser les citoyens sur ses thèmes de travail. En fonction des partenariats ou de l'agenda des événements, nous nous déplaçons un peu partout au sein du pays.

À titre d'exemple, le premier week-end de septembre 2016, nous avons participé une nouvelle fois au Salon Valériane à Namur Expo. Lors de cet événement, Justice et Paix a organisé une conférence intitulée "La dépendance du capitalisme aux ressources naturelles : le cas du Pérou". En présence de Raf Custers (Gresea) et de Louise Amand (volontaire chez Justice et Paix et collaboratrice au sein d'une ferme agroécologique au Brésil), une trentaine de participants ont pu mieux comprendre le lien ambigu et souvent destructeur entre l'extraction



des ressources naturelles et le bien-être des populations. Un éclairage amenant à une réflexion sur les alternatives durables qui existent et que chaque citoyen actif peut mettre en place au Nord comme au Sud !

Dans un autre registre, en octobre 2016 et en collaboration avec Caritas International, nous avons organisé une animation dans deux classes d'une école secondaire d'Auvelais. Sur base du film "Intégration Inch'Allah" visionné au préalable par les élèves dans le cadre du Festival International du Film Francophone, nous avons abordé le thème de la migration et du parcours d'intégration des réfugiés en Belgique. Sous forme de jeux et de débats, les animations dans les écoles permettent de sensibiliser les jeunes d'aujourd'hui et les adultes de demain aux enjeux cruciaux de société !

# Un nouvel horizon pour les luttes citoyennes

La mobilisation contre les accords commerciaux transatlantiques menée depuis quelques années par différents acteurs de la société civile belge est apparue au grand jour en 2016. Le TTIP et le CETA se sont d'ailleurs frayé une place centrale au cœur des agendas politiques et médiatiques belges à la fin du mois d'octobre de cette même année.

Quelles leçons tirer des actions déployées en Belgique contre ce traité ? Quelles voies d'actions privilégier pour les luttes futures ? Ce sont ces questions qui nous ont amenés à écrire cette étude consacrée aux nouveaux mouvements citoyens.

Au-delà de la présentation des critiques qu'un large panel de la société dresse à l'encontre de ces accords commerciaux, Justice et Paix invite les citoyens à s'interroger sur la place de la désobéissance civile, de la dimension démocratique ou du rôle de l'art dans une dynamique de résistance citoyenne. Les nombreux témoignages de militants de terrain que nous avons rencontrés montrent une grande diversité et une créativité dans les modes d'actions déployés. Cela nous permet d'entrevoir de nouveaux horizons politiques.



À travers l'étude 'Les nouvelles luttes citoyennes', Justice et Paix apporte des éléments de réflexion à tout citoyen désireux de s'engager, que ce soit dans un parcours militant à propos de traités commerciaux ou dans tout autre combat en faveur des Droits humains.

# L'Union européenne se donne-t-elle les moyens de lutter contre les "minerais de conflits" ?

Après un plaidoyer intense de Justice et Paix et de ses partenaires, l'Union européenne (UE) est finalement parvenue à un règlement sur les "minerais de conflits". Cet accord est un premier pas pour garantir que les minerais importés au sein de l'UE ne portent pas atteinte aux Droits humains et ne financent pas des conflits armés à travers le Monde. Toutefois, le texte est aujourd'hui moins ambitieux que la proposition initiale. Il contient également beaucoup de lacunes et de failles.

Le Parlement européen avait pourtant voté le 20 mai 2015 un texte demandant l'adoption d'un règlement robuste, en accord total avec les standards internationaux prônés par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Il restait à conclure l'accord, dans une négociation qui était en cours depuis février 2016 entre le Parlement, le Conseil et la Commission Européenne. Les États membres étaient cependant peu enclins à adopter une quelconque législation obligeant toutes les entreprises à vérifier que leurs fournisseurs ne contribuent pas à des conflits sanglants.



Si l'accord a été officiellement signé en mars 2017, il faudra attendre la fin d'une période de "transition" laissée aux entreprises pour voir son application arriver en 2021. Justice et Paix n'attendra pas cette date pour poursuivre son travail de plaidoyer. Nous axerons celui-ci sur les "mesures d'accompagnement", complémentaires au texte de loi, qui abordent les questions des relations diplomatiques et de la coopération technique avec les pays ciblés.

# En Europe, construire des ponts de justice plutôt que des murs de la peur



*Arnaud Gorgemans parmi les membres nouvellement élus au Comité exécutif de Justice et Paix Europe.*

**E**n 2016, l'Assemblée générale de notre réseau européen Justice et Paix s'est réunie au Luxembourg. Les délégués de 21 Commissions ont eu l'occasion de rencontrer des représentants politiques, de l'armée, des institutions de l'Union Européenne et de la société civile. Au cœur de notre débat, un constat : aujourd'hui, de nombreux citoyens sont profondément préoccupés par la sécurité. Bien entendu, leurs inquiétudes sont justifiées.

*Les délégués de 21 Commissions de Justice et Paix en Europe étaient à Schengen, symbole de la naissance de l'Union européenne.*

Cependant, les mesures visant à protéger la sécurité doivent être proportionnelles au respect de la justice et des Droits humains. Notre message est clair : l'Europe ne peut garantir sa sécurité en construisant des murs.

Notre présence à Schengen a été un moment symbolique nous permettant de redire notre volonté d'appartenir à une Europe soudée, juste et solidaire.

C'est avec cette vision que notre association continuera à s'impliquer activement au sein du réseau européen. Pour marquer cet investissement, notre Président, Arnaud Gorgemans, a été élu au Comité exécutif de Justice et Paix Europe pour trois ans.



# Outils de communication

La communication est un enjeu essentiel pour notre association car elle permet de partager nos valeurs avec notre public et de réaliser notre travail d'information et d'éducation. Pour diffuser son travail de publication et promouvoir ses activités, Justice et Paix dispose de plusieurs outils.

**1. La revue "Pour Parler de Paix"** est envoyée gratuitement tous les trois mois à plus de 2 000 abonnés. Chaque numéro contient des textes d'analyse et des prises de position sur l'actualité et les enjeux de paix et de solidarité internationale.

**2. Le site internet [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)** présente l'ensemble de nos publications et activités, ainsi que des services en ligne très pratiques (commande de publication, inscription aux événements, offres d'emploi, de stage ou de volontariat...). En 2016, notre site a reçu la visite de 21 000 internautes. Le public touché par notre site est en grande majorité belge (65%) et français (10%). Les autres internautes proviennent de

pays variés : Canada, États-Unis, Congo, Italie, Espagne...

**3. Dans notre newsletter électronique**, envoyée à plus de 5 500 destinataires, Justice et Paix propose chaque mois un résumé de son actualité en sélectionnant ses meilleurs articles : le dernier numéro de la revue Pour Parler de Paix, les analyses "phare", les événements à venir...

**4. Sur les réseaux sociaux**, Justice et Paix interagit avec l'actualité en partageant tant ses publications et activités que celles de ses partenaires. La page Facebook, qui compte plus de 700 fans et le compte Twitter de Justice et Paix, suivi par 1 000 abonnés, permettent à notre association de communiquer avec son public au quotidien. Les chaînes Youtube et Soundcloud de Justice et Paix proposent également des contenus interactifs (interviews radio et vidéo, conférences audio, vidéos et films d'animation...).

## SUIVEZ-NOUS !

Abonnez-vous à notre newsletter électronique et à notre revue "Pour Parler de Paix" via [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be) ou en contactant [chantal.bion@justicepaix.be](mailto:chantal.bion@justicepaix.be) (+32 2 738 08 01)



# Justice et Paix dans les médias

En 2016, Justice et Paix a multiplié les apparitions dans les médias belges et européens. Voici une revue de presse non exhaustive des différentes thématiques que nous avons pu mettre en avant : la trop faible ambition du règlement euro-

péen sur les "minerais de conflits", le processus démocratique au Congo, la défense de l'environnement et des droits des populations autour des zones d'extraction minière ou encore la promotion d'une justice fiscale en Belgique.



# Petit espoir sur les minerais de conflit

## Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an

- Le Plan
- Les Points de vue
- Les Perspectives
- Les Débats
- Les Réactions
- Les Commentaires



Cela vers des notifications mensuelles de la part des entreprises minières. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.



**LA REVUE NOUVELLE**

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

Article publié par Justice et Paix dans la Revue Nouvelle.

# Un pas pour limiter les minerais du sang

## UNION EUROPÉENNE. Un accord politique destiné à encadrer le commerce international

► Le Plan

► Les Points de vue

► Les Perspectives

► Les Débats

► Les Réactions

► Les Commentaires



Des minerais extraits dans une mine artisanale au Pérou. © Reuters / Contrasto

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

Articles parus dans "Le Soir" et "L'Écho" suite à la volonté du Conseil européen et des États membres de réduire à néant la proposition du Parlement sur les minerais de conflits.

**L'Écho**

**L'Europe se dérobe sur les minerais de sang**

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

Interview de Justice et Paix dans l'émission Éco Matin (RTBF) suite à la publication de son étude "Pour plus de justice fiscale".

**Et pourquoi n'aurions-nous pas envie de payer l'impôt ? Avec le sourire**

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

Payer ses impôts n'est plus toujours agréable mais c'est essentiel au bon fonctionnement de l'État. Justice et Paix a mené une enquête et enquête pour savoir pourquoi tant de Français ne paient pas leurs impôts.



Au Pérou, la minéralité à l'extraction illégale de l'or empêche les habitants. Le développement ne peut être durable sans une zone de la forêt amazonienne. Les populations paient des conséquences, dont le ruisseau est à 30 centimètres du seuil de la catastrophe.

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

**yez curieux**

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

Interview de Justice et Paix dans l'émission Matin Première (RTBF) suite à la situation d'urgence sanitaire autour d'une zone minière au Pérou.

Article publié par Justice et Paix dans le journal Dimanche.

# La révolte des paysans andins

## Plus de 40.000 mètres d'altitude se luttent le plus grand projet d'exploitation de cuivre du Pérou. Sacqué par une entreprise austral-allemande, les habitants du Pérou. Sacqué par une entreprise austral-allemande, les habitants du Pérou. Sacqué par une entreprise austral-allemande, les habitants du Pérou.

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.



Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

**MONDE**

Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an. Le projet de règlement pour imposer la transparence était enlisé depuis un an.

# Rapport financier

## DÉPENSES: 583.509,17 €

En 2016 nous avons entamé notre troisième et dernière année du programme de travail avec la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD) : “Promotion d’alternatives pour une prévention et une résolution des conflits dans le monde qui intègrent la gestion durable des ressources naturelles”. C’est notamment notre travail autour des ressources naturelles, dont vous pouvez prendre connaissance dans ce rapport, qui est en grande partie possible grâce à ce financement.

L’ensemble des travaux réalisés dans le cadre de ce programme triennal (ainsi que de nos autres activités) provoque une augmentation des charges de 34.000,00€ (+6,26%) par rapport à 2015. Cette augmentation des dépenses est beaucoup plus élevée que celle des produits (15.360,00€, +2,90%). En conséquence, nous finissons l’année en déficit de 39.346,04€. Ce déficit est dû en grande partie à l’engagement de personnel de renforcement, nécessaire pour pouvoir mener à bon terme le programme susmentionné ainsi que notre travail en tant qu’association d’éducation permanente financée par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Si nos réserves nous permettent de faire face à ce déficit, notre association a mis en place une stratégie pour revenir à l’équilibre financier.

RECETTES 2016	
Ventes et prestations	5.964,13
Dons	10.258,85
Aides à l'emploi	51.245,27
Direction Générale de la Coopération au Développement	167.541,95
Fédération Wallonie-Bruxelles	205.632,69
Subventions publiques pour projets particuliers (WBI)	4.120,00
Fonds privés	35.853,00
Autres produits d'exploitation	63.547,24
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>544.163,13</b>

DÉPENSES 2016	
Activités en éducation	451.963,57
Infrastructures permanentes et administration	106.615,75
Autres charges	11.375,14
Dotations, amortissements et provision évaluation DGD	13.554,71
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>583.509,17</b>

## RECETTES : 544.163,13 €

En 2016, nos principales sources de financement proviennent, d’une part, de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour notre travail d’analyse et d’écriture ainsi que pour notre travail d’animation et de formation, et d’autre part, de la DGD pour notre travail en tant qu’ONG d’éducation au Développement.

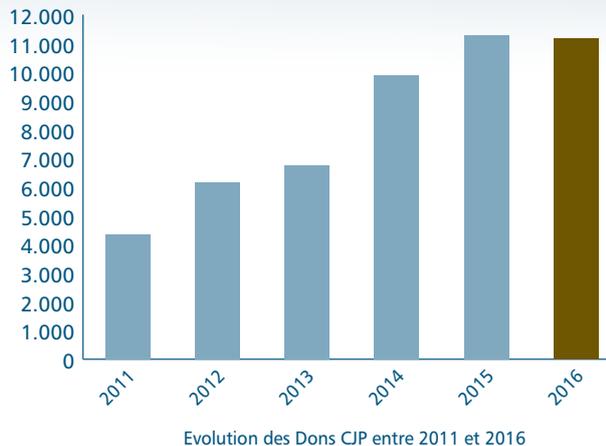
Justice et Paix continue à travailler activement pour diversifier ses sources de revenus afin que celles-ci puissent lui permettre de travailler sur différents axes avec une plus grande autonomie financière. Il s’agit d’un travail de longue haleine qui produit ses effets progressivement et qui demande de la constance et de la rigueur de la part de toute notre équipe.

# Récolte de dons

Cette année encore, vous avez soutenu notre cause et notre travail pour un monde plus juste et en paix. Nous tenons à vous remercier chaleureusement pour vos dons ! Ils constituent la partie de fonds propres nécessaires pour développer toutes nos activités, dont une partie seulement est subsidiée par les pouvoirs publics.

Le montant total des dons reçus en 2016 s'élève à 11.163 €. Malgré une légère baisse par rapport à l'année précédente (-8%), votre générosité nous a permis, cette année encore, de continuer notre travail de plaidoyer, de recherche, de sensibilisation et de formation auprès de nos différents publics. Vos dons permettent de réaliser toutes les activités auxquelles nous faisons référence dans ce rapport d'activités. L'équipe des permanents, les nombreux bénévoles, fidèles au poste, et vos dons forment la combinaison qui permet un travail de qualité.

Nous comptons poursuivre nos efforts dans cette récolte de dons en 2017. En effet, cette année marque le début d'un nouveau programme quinquennal d'activités de coopération internationale pour lequel votre soutien sera toujours l'une des clés de notre succès. Votre geste de générosité, quel qu'il soit, nous permettra de continuer à travailler en faveur de la paix et de la justice.



Un tout grand merci pour votre fidèle soutien en 2016 et pour celui que vous nous consacrerez encore en 2017 !

**Faites un don pour la justice !**  
**Faites un don pour la paix !**

En tant qu'institution agréée, une domiciliation de 3,5 € par mois au bénéfice de Justice et Paix, vous permet d'obtenir une attestation fiscale (délivrée à partir de 40 € versés par année).

**2016** aura incontestablement marqué les esprits et les cœurs : des attentats de Maelbeek et Zaventem à l'accession de Donald Trump au Bureau ovale, en passant par le vote des citoyens en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne... La prévisibilité fait place à l'incertitude et la "com" remplace la gouvernance démocratique.

Dans ce contexte morose pavé de lendemains qui risquent de déchanter, Justice et Paix aura su tirer son épingle du jeu. Cette année écoulée a en effet été importante à plus d'un titre. Nous avons passé avec succès le *screening* décennal imposé aux ONG pour prouver qu'elles disposent d'un système performant de maîtrise de leur organisation. Le renouvellement de notre reconnaissance comme ONG et comme association d'éducation permanente nous assure la réception des subventions publiques nécessaires à l'accomplissement de notre mission et à l'exonération fiscale de nos donateurs. Dans la foulée et à l'instar de ses quatre prédécesseurs, le Ministre de la Coopération a entrepris une réforme d'ampleur des conditions d'accès aux financements de son Département. L'axe le plus spectaculaire en est sans doute la concertation obligatoire des acteurs qui interviennent dans un même contexte et sur une même problématique. Une

deuxième dimension qui nous a touchés de plus près est le relèvement du plancher permettant à une organisation de prétendre à un financement par programme.

C'est dans ce contexte, mais aussi, forts de notre expérience avérée, que nous avons lancé les bases d'un partenariat très complémentaire avec Caritas International pour la présentation d'un programme quinquennal d'actions et de projets intitulé "Empowerment dans un monde en mouvement", dont la thématique de base portera sur les migrations, leurs causes et leurs conséquences. Notre ambition commune est ici de sensibiliser nos publics et de renforcer là-bas les acteurs locaux qui sont nos partenaires. L'apport de Justice et Paix portera, entre autres, sur la capacité de plaider auprès des décideurs politiques belges et européens.

À l'heure où les dirigeants du monde promettent d'élever des murs et des barrières pour endiguer les transhumances, nous allons avoir du boulot ! À cet égard, votre soutien nous est plus précieux que jamais.

**Arnaud Gorgemans**  
Président



**Commission Justice et Paix  
francophone de Belgique, asbl**

Rue Maurice Liétart 31/6  
B - 1150 Bruxelles - Belgique  
Tél. +32 (0)2 738 08 01

E-mail : [info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be) - Fax +32 (0)2 738 08 00  
[www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)



Rejoignez-nous sur notre page Facebook



@Justice\_et\_Paix

